

## Togo

### Update on the context and situation of children

Le présent rapport porte sur les progrès atteints durant la quatrième année du Programme de Coopération Togo/UNICEF 2019-2023. L'année a été marquée par le processus de développement du Cadre de Coopération du Développement Durable des Nations Unies 2023 – 2026 et du Document de Programme pays (CPD) 2024-2026.

La population togolaise de 8,6 millions est jeune avec 48,5% ayant moins de 18 ans. Le taux de pauvreté monétaire atteint en moyenne 45,5%, 58,8% en milieu rural, 26,5% en milieu urbain[1]. Le taux de pauvreté des enfants[2] (privations dans 4 dimensions) est de 38% atteignant 50,1% en milieu rural et 17,7% en milieu urbain.

La politique pro-genre du Togo se traduit par des femmes à des postes de haut niveau : une Présidente de l'Assemblée Nationale et une Premier Ministre, Cheffe du gouvernement. Le Gouvernement poursuit les réformes prometteuses de la feuille de route 2025 dans les secteurs sociaux, décentralisation, finances publiques et résilience dans un contexte de débordement de la crise du Sahel.

La croissance économique est de 5,8%[3] grâce à la vigueur des activités agricoles, la reprise des activités portuaires, l'augmentation de la consommation des ménages, l'amélioration des investissements publics et du climat des affaires. Cette reprise fait face à la hausse des prix internationaux de l'alimentation, des intrants agricoles et du pétrole, le poids de la dette publique (63,8%) et les effets du changement climatique[4].

Le Togo est classé en 2021-2022 au 162ème rang l en matière de développement humain. L'indice de développement Genre est de 0,849 et l'indice d'inégalité de genre s'établit à 0,580[5]. Le Gouvernement continue à déployer des efforts pour élargir l'accès aux services sociaux et renforcer le cadre institutionnel du Genre[6].

En 2022, la situation sanitaire a continué à s'améliorer avec une probable réduction des taux de mortalité par rapport aux estimations de 2017[7] à 24,5 pour mille naissances vivantes pour les moins de 30 jours, 44 pour les moins d'un an et 64,4 pour les moins de 5 ans. Les taux sont plus élevés en milieu urbain et parmi les ménages pauvres. Le pays dispose d'un vaste réseau d'agents de santé communautaire pour renforcer l'accès aux soins de santé de base.

Selon MICS 2017[8], le retard de croissance concerne 23,8 % des enfants de moins de 5 ans, atteignant 29,7% en milieu rural et 14,2 % en milieu urbain, 33,2% chez les ménages pauvres et 10,9% chez les ménages riches. Le taux d'insuffisance pondérale était en moyenne de 15%. La pandémie COVID-19, la flambée des prix consécutive à la crise ukrainienne et le débordement de la crise du Sahel sont des facteurs susceptibles d'aggraver cette situation nutritionnelle.

Plus de 57% des ménages urbains ont déclaré[9] disposer d'une source d'eau à l'intérieur des concessions (17% en milieu rural) et 83,1% disposer d'une toilette/latrine (38,2% en milieu rural). Malgré le vaste plan de forages et de réhabilitation des points d'eau lancé pour la réponse post Covid19, l'accès à l'eau en milieu rural et dans le Nord reste limité lié à l'insuffisance de forages et au faible réapprovisionnement des nappes souterraines en raison des longues saisons sèches[10].

Dans le préscolaire, le taux de scolarisation atteint 42%, au cycle primaire, le taux brut de scolarisation demeure élevé (119,5%) avec une quasi-parité filles-garçons alors que le taux brut de scolarisation de l'enseignement secondaire 1ercycle atteint 76,6% (81,9% pour les garçons et 71,4% pour les filles) et

celui du secondaire 2ème cycle 35,2 % (42,3% pour les garçons et 28,3 % pour les filles). Le pays a fait d'énormes efforts en recrutant 3.300 enseignants mais l'Etat fait face à une demande toujours croissante avec un besoin d'amélioration des performances des élèves. Les manuels, l'encadrement pédagogique qualifié et l'accès aux infrastructures, notamment celles destinées aux filles, demeurent insuffisants malgré les efforts du Gouvernement. Malgré ces défis, le taux de transition de l'enseignement primaire vers l'enseignement secondaire a augmenté à 84,5 %. Les abandons des filles perdurent à cause des grossesses et des risques de violences.

Le pays a pris des mesures en début 2022 en faveur de la gratuité de l'enregistrement des naissances dont le taux atteint près de 83%. Plusieurs investissements ont amélioré l'accès des enfants à la justice mais sans réduire l'ampleur des privations des enfants ou améliorer leur prise en charge. Les violences contre les enfants sont toujours fréquentes et peu dénoncées car t considérées comme légitimes par les adultes. La pratique du mariage d'enfant affecte 11,2 % chez les filles âgées de 15 à 19 ans.

Le Togo dispose d'une fenêtre d'opportunité pour se rapprocher des Objectifs de Développement Durable 2 (lutte contre la faim), 3 (accès à la santé), 4 (éducation), 5 (égalité entre les sexes), 6 (accès à l'eau salubre et à l'assainissement) si la mise en œuvre de la feuille de route 2025 se poursuit et maintient l'accent sur les stratégies d'équité sociale, la réduction des disparités et l'accélération des initiatives en protection sociale.

[1] Enquête Harmonisée des Conditions de Vie des Ménages 2018-2019

[2] Analyse des privations multiples des enfants du Togo, UNICEF, 2021

[3] Selon les prévisions du Fonds Monétaire International

[4] 129ème rang sur 151 pays selon classification de ND Gain

[5] Rapport sur le développement humain 2021-22, PNUD

[6] Politique nationale pour l'équité et l'égalité de genre et l'initiation de la budgétisation nationale sensible au genre

[7] Monitoring the situation of children and women

[8] Multiple Indicators Cluster Survey

[9] Enquête Afrobarometer, Round 9 au Togo, 2022

[10] Plan National Sécheresse République du Togo, 2018

## Major contributions and drivers of results

En 2022, l'UNICEF a consacré l'essentiel de ses appuis à consolider les réponses données à la crise Covid-19 et à renforcer la capacité de résilience des systèmes sociaux et des communautés pour limiter les effets des troubles violents qui secouent la région du Sahel central, de la guerre en Ukraine et de ceux du changement climatique. Les stratégies utilisées sont la production des évidences pour alimenter les débats et guider la planification vers les groupes d'enfants « laissés de côté », l'appui technique pour mettre en cohérence les cadres règlementaires avec les prescriptions internationales auxquelles le pays a souscrit, le renforcement des services dans les zones les plus défavorisées et le changement social et comportemental quand les droits des enfants sont mis en jeu.

### Chaque enfant survit et s'épanouit

Le pays a enregistré en 2022 deux cas de poliovirus dans deux districts distincts (OTI et Golfe) et des flambées de rougeole dans 19 districts sanitaires. Le programme, grâce au soutien de l'UNICEF, de l'OMS et de GAVI a pu organiser la riposte à la poliomyélite et la campagne de suivi de vaccination contre la rougeole et la rubéole. Les couvertures vaccinales de routine des principaux antigènes restent élevées malgré les effets de la crise sanitaire liée à la COVID-19 même si elles ont légèrement baissé par rapport à 2021. La couverture du BCG est passée de 84% en 2021 à 76% en 2022 ; celle du DTC-

HepB-Hib3 de 92% à 89%. Par contre, la couverture en première dose du vaccin Rougeole-Rubéole a augmenté par rapport à 2021 (85% vs 84%). Aussi, 90% des districts (35 districts sur 39) ont pu atteindre au moins 80% de couverture en DTC-HepB-Hib3 chez les enfants versus 95% en 2021. La tendance à la baisse est liée à l'insuffisance dans l'organisation des stratégies avancées au premier semestre, la persistance des rumeurs sur la vaccination et la rupture en vaccin BCG et VPO. Grâce à l'intensification de la communication et au renforcement des stratégies avancées par le gouvernement avec l'appui de l'UNICEF, de l'OMS et de Gavi, le programme a pu rehausser les couvertures vaccinales au deuxième semestre. L'intégration du rattrapage de la vaccination de routine aux Journées de Santé de l'Enfant en mai et à la campagne intégrée Rougeole-Rubéole-Vitamine A-Albendazole en décembre a également contribué à relever les couvertures vaccinales: 95% des enfants de 9 à 59 mois ont été vaccinés contre la rougeole et la rubéole ; 90% des enfants de 6 à 59 mois supplémentés en Vitamine A ; et 92% des enfants de 12 à 59 mois déparasités à l'Albendazole. En outre, l'UNICEF a continué son appui au pays pour répondre efficacement à la pandémie COVID-19 spécifiquement dans l'approvisionnement en vaccins à travers la coopération bilatérale et les mécanismes COVAX et AVAT. L'UNICEF appuie la gestion des vaccins et des équipements de la chaîne du froid et l'organisation des dialogues communautaires dans les zones de réticence à la vaccination. A ce jour, 1.473.445 personnes de plus de 12 ans (27,3%) ont été complètement vaccinées (deux doses de vaccin ou 1 dose de Johnson & Johnson). Grâce aux financements du Japon, de la Banque Mondiale et de l'UNICEF, la chaîne de froid a été renforcée/renouvelée dans presque 95% des formations sanitaires du pays.

Le pourcentage d'enfants ayant accès aux soins de santé primaires au niveau communautaire dans les régions Savanes et Kara est passé de 80,4% en 2021 à 82,2% en 2022, grâce au renforcement des capacités de 170 agents de santé communautaire additionnels. Au total, 1.413 Agents de Santé Communautaires sont soutenus techniquement par l'UNICEF dans les 14 districts sanitaires des régions de Kara et Savanes. Au total, 533.121 épisodes de paludisme, 40.441 cas de pneumonie et 18.797 cas de diarrhée ont été pris en charge chez les enfants de moins de 5 ans dans les communautés en 2022.

En partenariat avec Nutrition international (NI) et Alive&Thrive, l'UNICEF a appuyé le renforcement des capacités des professionnels travaillant dans les zones Maritime, Kara et Savanes qui sont parmi les plus affectées par la malnutrition. L'appui essentiellement basé sur la dissémination des techniques d'alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant et l'allaitement maternel a permis de porter à 36% le pourcentage d'agents qualifiés et de sensibiliser 439.311 mères, pères et gardiennes femmes. Compte tenu des difficultés de reprise des activités de routine au niveau national après la période Covid-19, l'UNICEF a soutenu l'organisation des Journées de Santé de l'Enfant qui ont permis de dépister et prendre en charge 5.472 cas de malnutrition aiguë et 377 cas de formes sévères. Dans le cadre de l'initiative « Plus fort avec le lait maternel uniquement », l'UNICEF a supporté l'élaboration d'un plan pour le changement social de comportement pour la promotion « l'allaitement exclusif sans eau » ainsi que la confection d'outils pour la mise en œuvre de l'Initiative Formations Sanitaires Amies des Bébés.

L'UNICEF a contribué à maintenir l'offre de services en Prévention de la Transmission du VIH de la Mère à l'Enfant avec un taux de 79% de formations disposant de services de traitement antirétroviral pour femmes enceintes et mères allaitantes vivant avec le VIH et un taux de 85% pour celles qui disposent de capacités en offre pédiatrique. L'offre destinée aux adolescents a permis d'assurer le dépistage chez 46.796 filles et garçons âgés de 15 à 19 ans.

### **Chaque enfant apprend**

En tant que chef de file, l'UNICEF a assuré la coordination des partenaires techniques et financiers impliqués dans le secteur de l'éducation et l'interface avec le Gouvernement. Des avancées significatives ont été notées en matière de lutte contre les violences en milieu scolaire. Le Ministre

chargé de l'Education a abrogé la lettre circulaire de 1978 excluant de l'école les jeunes filles enceintes rétablissant ainsi leur droit à l'éducation. La loi portant protection des apprenants contre les violences à caractère sexuel au Togo a été adoptée. Les actes de violence à caractère sexuel sur les mineurs seront sévèrement réprimés, rendant l'environnement scolaire plus favorable pour le maintien des enfants à l'école en particulier les filles. UNICEF a appuyé la mise en œuvre du mécanisme national de prévention et de gestion des violences en milieu scolaire conformément au Plan Sectoriel de l'Education 2020-2030. L'enquête sur la prévalence des violences en milieu scolaire a montré que 37,4% des élèves ont subi une quelconque violence en milieu scolaire.

Le renforcement du système national de statistiques de routine couplé à l'introduction dans les préfectures du nord du Togo du mécanisme de collecte et transmission de données en temps réel (Edu trac) se sont révélés des atouts pour la planification et le suivi annuel, en particulier dans la région des Savanes facilitant la réponse au débordement de la crise du Sahel.

UNICEF a appuyé le développement des modules de formation continue au préscolaire qui sont des références au niveau national ; 180 éducateurs (158 femmes) ont été formés en gestion du préscolaire et fabrication de jeux éducatifs dans toutes les régions ; et 6.481 enfants dont 3.283 filles dans 90 jardins d'enfants ont été dotés en matériels pédagogiques.

L'appui de l'UNICEF pour la lutte contre l'abandon scolaire a porté sur les volets équité scolaire, lutte contre les violences, inclusion, engagement des parents et des communautés dans la gouvernance scolaire et suivi des performances des enfants.

La mise en place d'un guide national avec la contribution de tous les partenaires du secteur a permis à 100% des établissements scolaires du primaire et du secondaire d'élaborer leurs Plans Triennaux de Développement. L'accompagnement de l'UNICEF a aussi permis aux communautés de disposer de Tableaux de Bords Simplifiés des Ecoles pour une meilleure participation des parents à la gouvernance des écoles. Par ailleurs, des enseignants itinérants spécialisés en éducation inclusive soutiennent des enseignants dans l'orientation scolaire et la prise en charge éducative de 138 enfants handicapés dont 57 filles dans 30 écoles inclusives dans la région des Savanes appuyées par l'UNICEF.

Le renforcement de la pratique de la pédagogie centrée sur l'enfant avec l'appui d'UNICEF s'est poursuivi et les résultats des évaluations ont permis de noter que 63% des enseignants enquêtés mettent en œuvre de façon satisfaisante ces techniques. L'UNICEF a aussi soutenu le renforcement de la supervision pédagogique à travers les appuis matériels, techniques et financiers aux Inspections de la région des Savanes. Un total de 36.620 enfants dont 53% de filles ont bénéficié de matériel d'apprentissage.

### **Chaque enfant est protégé contre la violence et l'exploitation**

La gratuité de l'enregistrement des naissances adoptée par le Togo en janvier 2022, est une mesure saluée par l'UNICEF qui s'était investi dans un plaidoyer au plus haut niveau. Pour rendre effective cette gratuité, l'UNICEF a appuyé l'extension du système d'interopérabilité à sept nouveaux districts portant à 35 des 39 districts le nombre utilisant cette option. Le pays œuvre à identifier les mesures de compensation aux contributions des communautés.

Dans le cadre de l'accès à la justice, 501 enfants (51 filles) en conflit avec la loi (cible : 400 enfants) ont bénéficié de l'assistance judiciaire, de la médiation, des mesures alternatives à la détention et du soutien à la réinsertion. Une évaluation du mécanisme de collecte et d'analyse des données de justice juvénile a abouti à des propositions d'établissement de lignes budgétaires spécifiques dans le budget programme du ministère de la justice.

Au total, 5.020 enfants (3.299 filles) victimes, témoins ou auteurs de violence ont été protégés et pris en charge par le système national, local et communautaire de protection de l'enfant. Cela inclut la prise en charge psychosociale de qualité y compris avec des services mobiles à 1.625 enfants en situation de rue dans les villes de Tsévié, Atakpamé, Dapaong et Cinkassé suite à la réalisation des diagnostics sur

la situation de vulnérabilité et de violence qui affecte ces enfants dans le contexte de la pandémie et du débordement de la crise du Sahel.

Dans le domaine social, 237 agents du système de protection au sein des services de l'action sociale, de la santé, de la justice et de la Sécurité et des organisations de la société civile opérant dans les 6 régions du Togo ont été formés en compétences techniques et opérationnelles pour l'amélioration de l'offre et de la qualité des services de protection. Ces 237 professionnels des services sociaux gèrent les cas de protection de l'enfant contre la violence dont les agressions sexuelles dans les 6 régions du pays. Cela inclut aussi la prise en charge psychosociale et le conseil en ligne en santé sexuelle de la reproduction et les violences basées sur le genre à travers la nouvelle Plateforme de la Ligne Verte « Allo 1011 » au niveau national, les services mobiles à Lomé et les cellules préfectorales de prise en charge dans la région de Savanes. Ces mécanismes renforcent l'intersectorialité entre les secteurs clés de la protection de l'enfant.

L'UNICEF a activement participé au groupe des Nations Unies sur l'identité juridique y compris de l'apatridie. La priorité a été accordée au renforcement et à l'expansion de la collaboration multisectorielle impliquant les communes et les communautés. Le renforcement des services d'état civil par le biais de l'interopérabilité santé-enregistrement des naissances est passé de 64% des districts en 2021 à 79% en 2022. Des interventions ont porté sur l'identification des enfants sans actes de naissance dans le secteur de l'éducation. Ce travail conjoint avec le Gouvernement a permis de référer 186.190 naissances non déclarées et 503.603 élèves (243.732 filles) ne disposant pas d'actes de naissance recensés dans les écoles de l'enseignement primaire public et privé aux services d'état civil pour l'établissement des jugements supplétifs.

### **Chaque enfant vit dans un environnement sûr et propre**

Dans le domaine de l'accès à l'eau, la contribution de l'UNICEF a permis la réalisation directe de 47 forages équipés de pompes hybrides (solaires et manuelles) permettant à 35.250 personnes (dont 17.978 femmes) d'avoir accès à l'eau potable. Le renforcement du système de suivi et d'information de secteur de l'eau (SISE) et de celui du suivi des ouvrages de forages et des indicateurs pour l'eau (SOFIE) ont permis de réduire considérablement la durée des pannes des pompes de 30 jours en 2020 à cinq jours en moyenne en 2022 et d'assurer un accès à l'eau sécurisé et régulier. L'UNICEF, le PNUD et le Partenariat Mondial de l'Eau sont engagés dans un processus de recherche de financement auprès du « Fonds Verts Climat » pour une initiative de renforcement des capacités de résilience des populations vulnérables des régions des Savanes et de la Kara.

Dans le domaine de l'assainissement, l'UNICEF a assisté le Gouvernement et les communautés à trouver des solutions locales, durables, sécurisées, à faible coût, respectueuses de l'environnement et facilement transposables à grande échelle. L'UNICEF a facilité la construction de latrines améliorées au bénéfice de 32.468 personnes vivant dans les régions rurales vulnérables et les zones urbaines défavorisées. Des latrines ont été réalisées dans 27 écoles au bénéfice de 8.100 élèves (dont 3.969 filles) et 15 formations sanitaires au profit du personnel, patients et femmes en consultation prénatale. L'innovation crédit-latrine a permis à 1.554 nouveaux ménages vulnérables de contracter des prêts à taux réduit (6%) pour la construction de latrines durables dans neuf communes des régions de Savanes, Kara et Plateaux.

L'UNICEF a également soutenu la promotion et la construction de latrines à biogaz pouvant alimenter les cuisines des cantines dans quatre écoles dans la région des Savanes, constituant ainsi une alternative à l'utilisation du bois pour la cuisine.

### **Chaque enfant a une chance équitable dans la vie**

En 2022, les services de protection sociale offerts par l'Etat (cantines scolaires, assurance maladie des élèves, accompagnement de la femme enceinte et du nouveau-né, gratuité des soins), ont atteint des

niveaux records bénéficiant directement ou indirectement à près de 57% des enfants au Togo. Le plaidoyer, l'assistance technique fournie aux cadres décideurs et les évidences produites avec l'appui de l'UNICEF (mise à jour de la cartographie des acteurs de la protection sociale, second rapport périodique sur la situation de la protection sociale au Togo) y ont joué un rôle majeur. L'UNICEF est également impliqué dans la mise en place du registre social des personnes et des ménages (RSPM) particulièrement dans les exercices de définition des critères de la vulnérabilité afin que les enfants et les plus vulnérables soient mieux pris en compte.

L'UNICEF en collaboration avec le PNUD, a continué à appuyer la réforme des finances publiques. Dans ce cadre plus de 155 décideurs de neuf ministères centraux ont acquis de nouvelles compétences pour la maîtrise de l'approche budget-programme et la budgétisation axée sur l'enfant. En 2022, trois dossiers d'investissement et stratégies de financement ciblant les secteurs nutrition, éducation et vaccination ont été validés pour constituer la documentation de base pour la mobilisation des ressources auprès du secteur privé et des partenaires au développement. Ces efforts ont été poursuivis au niveau infranational avec un renforcement des capacités des communes de la région des Savanes en matière de mise en œuvre des plans de développement locaux et des citoyens des régions Maritime et Plateaux sur le budget participatif citoyen.

## UN Collaboration and Other Partnerships

La collaboration avec les agences du Système de Nations Unies (SNU), les partenaires techniques et financiers et la société civile s'est poursuivie et a permis d'appuyer le gouvernement dans sa réponse à la COVID-19 et au débordement de la crise du Sahel au Nord Togo.

Avec les agences du système des Nations Unies et les coopérations bi et multilatérale et la société civile, le partenariat a porté sur le renforcement du système de santé, le programme élargi de vaccination, le plaidoyer pour la continuité des services de santé maternelle et infantile, de nutrition et du VIH-SIDA.

L'UNICEF en tant que chef de file, a renforcé la coordination des partenaires techniques et financiers du secteur de l'Education notamment le Système des Nations Unies, la Banque Mondiale, le Partenariat Mondial de l'Education, la coopération bilatérale (GIZ, AFD), les ONG telles qu'Aide et Action Internationale, Humanité et Inclusion, Plan International Togo et la Coalition Education Pour Tous et l'Union Togolaise des Associations des Parents d'élèves (UTAPE) pour une synergie d'actions en faveur de l'équité et de la qualité des apprentissages.

Le Groupe des Nations Unies sur l'identité juridique est créé et permet au PNUD, à l'UNFPA, l'OMS, l'UNHCR et l'UNICEF de travailler ensemble sur les faits d'état civil et spécifiquement sur l'enregistrement des naissances et sur l'élimination de l'apatridie.

Le partenariat avec le secteur privé se poursuit et le Conseil National du Patronat du Togo a été mobilisé pour devenir membres du Conseil consultatif des entreprises dans les domaines de la nutrition, la protection des enfants en ligne et l'éducation.

Un dialogue a été maintenu avec la Banque mondiale sur le financement des filets sociaux et service de base et avec le FMI sur le partenariat en vue de protéger les ressources de l'Etat en faveur des secteurs sociaux.

Le système des Nations Unies appuie le Programme d'Urgence et de Résilience dans la Région des Savanes frontalière du Burkina Faso pour l'extension des services sociaux de base et la consolidation de la paix avec l'implication des jeunes.

L'équipe pays des Nations Unies sous le leadership de l'UNICEF a élaboré une Stratégie de Partenariat des Nations Unies pour un partenariat transformationnel pour servir de catalyseur réel à la mobilisation des financements et aux dialogues multi acteurs pour des plaidoyers majeurs.

L'UNICEF a collaboré avec l'UNFPA et l'INSEED dans le cadre du recensement général de la population et de l'habitat à la production et l'assurance qualité des données sur la population y compris les enfants.

L'UNICEF continue de cultiver des relations privilégiées avec les donateurs et comités nationaux pour le développement : Banque Islamique de Développement, KOICA pour la pédagogie active et l'environnement sain pour les enfants, Fonds Français Muskoka, Partenariat Mondial pour l'Education, Fonds des Nations Unies pour le développement durable (SDG), le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF), GAVI pour booster la riposte contre la COVID-19, USAID, Affaires Mondiales Canada et pour l'action humanitaire : le gouvernement du Japon et USAID.

## Lessons Learned and Innovations

L'approche périmètre brachial, une lueur d'espoir pour les enfants

L'avènement de la COVID-19 a révélé la fragilité du système de santé face à des événements majeurs imprévus, avec des risques élevés de défaillance et des difficultés d'adaptation aux changements intervenus.

Pour atténuer les effets de ces risques, le pays doit renforcer les capacités du système de santé, des communautés et des individus à devenir plus prévenants et plus réactifs aux chocs afin d'éviter d'être

confronté à une grande urgence épidémiologique.

Selon MICS 2017[1], le retard de croissance concerne 23,8 % des enfants de moins de 5 ans, atteignant 29,7% en milieu rural et 14,2 % en milieu urbain, 33,2% chez les ménages pauvres et 10,9% chez les ménages riches. Le taux d'insuffisance pondérale était en moyenne de 15%. La pandémie COVID-19, la flambée des prix consécutive à la crise ukrainienne et le débordement de la crise du Sahel sont des facteurs susceptibles d'aggraver cette situation nutritionnelle.

Le pays dispose d'un vaste réseau d'agents de santé communautaire pour renforcer l'accès aux soins de santé de base. L'approche périmètre brachial familial (PB mères) a été introduite au niveau village en s'appuyant sur ce réseau communautaire par le ministère de la santé avec l'appui de l'UNICEF. Cette approche se révèle être une stratégie pouvant atténuer la dégradation de la situation nutritionnelle grâce à une large participation au niveau familial. Cette approche vise à renforcer les capacités des mères/gardiens d'enfants de moins de 5 ans à surveiller l'état nutritionnel de leurs enfants à l'aide de la mesure du périmètre brachial. Au total, 21.023 mères/gardiens d'enfants de trois districts ont été formés dans la région des Savanes. Elles ont été suivies par les agents de santé communautaire pour s'assurer qu'elles prennent correctement les mesures. Cette approche a contribué à une meilleure détection précoce de la malnutrition aigüe au niveau communautaire. Par exemple, 50% des cas de malnutrition aigüe sévère ont été détectés grâce au périmètre brachial mesuré par les mères dans le district de Kpendjal. Tous ces enfants ont été référés dans les centres de santé pour la prise en charge. Le taux de guérison dans les centres de récupération et d'éducation nutritionnelle est de 76%.

Cette approche s'est avérée être une approche efficace, pouvant être assurée par les communautés elles-mêmes, pour prévenir la malnutrition dans les zones éloignées des centres de santé et dans celles où une chute de la productivité agricole est enregistrée en raison par exemple des sécheresses répétées ou des inondations du fait du changement climatique. En plus, cette approche favorise une prise en charge précoce des cas de malnutrition qui permettra de réduire le risque de mortalité liée à la malnutrition sévère grâce au mécanisme de référence existant entre le niveau communautaire et les formations sanitaires.

Le principal défi d'ancrer durablement la mesure régulière du périmètre brachial des enfants dans les habitudes des mères. En effet, après l'engouement des débuts, beaucoup de mères arrêtent de le faire et finissent par perdre les techniques de prise du périmètre brachial. Par conséquent, les agents de santé communautaires ont été invités à faire des visites à domicile régulières et à organiser des sessions de recyclage pour les mères déjà formées.

Pour le passage à échelle de cette approche, les groupements de femmes, les leaders religieux et communautaires sont autant de plateformes à exploiter pour toucher davantage de pères, de mères et de gardiens d'enfants. En outre, le renforcement des capacités des leaders naturels dans le cadre de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté sur le périmètre brachial (PB) mères permettra de l'étendre à d'autres communautés. La société civile jouera également un rôle clé dans la mesure où toutes les Organisations Non Gouvernementales œuvrant dans l'Assainissement Total Piloté par la Communauté ont introduit dans leurs cahiers de charges l'implication des acteurs dans la promotion de cette approche.

[1] Multiple Indicators Cluster Survey

Les plans de développement des établissements scolaires pour une gouvernance participative

Pendant longtemps, l'absence de plans de développement des établissements scolaires n'a pas permis de définir des priorités consensuelles pour les écoles au niveau communal et communautaire. Les conclusions de l'évaluation de l'initiative Ecole Amie des enfants, réalisée en 2020 avec l'appui de l'UNICEF, ont mis l'accent sur la nécessité de développer des mécanismes de recherche de sources de



financement local durable des Plans Triennaux de Développement d'Ecole et l'importance de l'implication de l'Etat, des communautés et des communes dans le financement de ces plans. Ainsi l'UNICEF en tant que chef de file des partenaires techniques et financiers de l'éducation, et co-lead du groupe thématique de la gouvernance participative, a conduit un plaidoyer auprès du Ministère de l'Education et des partenaires techniques et financiers du secteur pour harmoniser la méthodologie d'élaboration des plans de développement et permettre la mise à l'échelle de ces Plans Triennaux.

Un groupe technique national a été mis en place pour le développement et la validation du manuel avec l'assistance technique de l'UNICEF.

Les capacités des inspecteurs, des directeurs d'école et des communautés ont été renforcées sur l'utilisation du manuel d'élaboration des plans triennaux de développement d'Ecole.

En 2022, dans le cadre du co-financement du Partenariat Mondial pour l'Education et de la Banque Mondiale, les communautés éducatives ont utilisé ce manuel permettant à 100% des établissements scolaires du Togo de préparer leurs plans de développement et de pouvoir bénéficier des subventions au cours de l'année scolaire 2022-2023, pour la réalisation de leurs priorités en matière de qualité des apprentissages.

Le plan de développement des établissements scolaires est un outil adopté par le Togo pour la gouvernance participative des écoles pour l'accès et la qualité de l'éducation. Le suivi de la mise en œuvre efficiente de ces plans de développement devra permettre d'assurer un impact réel sur la qualité des apprentissages.

La Banque Mondiale s'est engagée à soutenir cette initiative durant la période d'exécution du projet PAQEEB qui s'achève en 2025. Le Gouvernement a intégré cette approche des Plans de Développement des Etablissements Scolaires dans le Plan du Secteur Education 2020-2030, ce qui constitue un gage pour sa durabilité.